

EN DIRECT...

... du Rwanda

*entretien avec M. Rugamba,
directeur de l'I.n.r.s. de Butare*

L'Institut National de la Recherche Scientifique (Inrs) du Rwanda est situé à Butare, dans un terrain très bien aménagé. C'est là également que se trouve le musée. M. Rugamba, directeur de l'Inrs, a bien voulu répondre à nos questions.

Vous êtes directeur de l'Institut National de la Recherche Scientifique de Butare. Pourriez-vous nous retracer l'histoire de cet institut, nous en présenter l'organisation et les principaux départements ?

L'institut est une émanation de l'ancien Irsac, c'est-à-dire l'Institut pour la Recherche Scientifique en Afrique centrale, dont le siège se trouvait au Zaïre, et dont l'un des centres était à Butare. C'est en 1950 qu'il a été fondé. Il a continué à fonctionner jusqu'à l'Indépendance, en 1962. Deux ans après, le gouvernement rwandais a voulu, en accord avec le gouvernement belge, créer un institut autonome qui a occupé les locaux de ce centre. C'est donc en octobre 1964 que le gouvernement belge s'est engagé à poursuivre les recherches qui avaient été commencées à l'Irsac, dans un institut autonome désormais appelé Institut National de la Recherche Scientifique (Inrs).

La Belgique, et ceci m'amène à parler de l'organisation, s'est engagée par une convention qui a porté sur douze ans, à en assumer la gestion, le fonctionnement, et à en assurer tout le côté financier. Les activités de recherches se sont poursuivies, des publications ont vu le jour, et en 1974, un directeur rwandais a été nommé. Jusque-là, jusqu'à la fin de la convention d'ailleurs, en 1976, le Rwanda connaissait les problèmes de l'Institut à travers les rapports annuels et surtout dans le cadre d'un comité paritaire belgo-rwandais, qui se tenait chaque année afin de prendre connaissance des activités de l'année écoulée, et d'approuver le programme des années à venir. C'est donc en

1974 que j'ai été nommé au poste de directeur de l'Inrs, après consultation entre les deux gouvernements rwandais et belge.

L'institut comptait un certain nombre de départements de recherches menées essentiellement par des chercheurs belges. Il fallait songer à la rwandisation de l'établissement, ce que désiraient à la fois la Belgique et le Rwanda. C'est ainsi que l'année suivante, en 1975, nous avons recruté deux stagiaires, l'un pour la botanique, l'autre pour la linguistique. L'institut comptait ainsi trois nationaux, un botaniste, un linguiste et un chercheur associé, l'abbé Kagame, spécialiste de littérature orale et d'histoire, et, bien sûr, moi-même, qui travaille sur les mêmes sujets. A la fin de 1976, l'institut avait douze ans d'existence, ce qui coïncidait avec la fin de la convention passée entre le Rwanda et la Belgique. A partir du mois de janvier de cette année, l'institut est géré par le Rwanda lui-même, avec assistance de la Belgique. Cette dernière s'engage à poursuivre les recherches que menaient les chercheurs belges sur la première convention et aux frais de la Belgique. Elle s'engage en outre à entreprendre de nouveaux projets s'inscrivant dans un programme préalablement établi d'un commun accord entre les deux pays, à envoyer des chercheurs belges, et à se charger financièrement de leur mission.

Quant au programme actuel, il porte d'une part sur les sciences de la nature, et d'autre part sur les sciences de l'homme.

En sciences de la nature, je ne citerai que les sujets de recherche actuels :

- biologie végétale, avec création d'un aquarium national qui compte actuellement plus de 14 000 spécimens ;
- géologie et microgéologie, pour lequel nous venons d'engager un autre Rwandais, ce qui porte à quatre les chercheurs rwandais permanents, et une initiation à la sismologie.

En sciences de l'homme, nous avons des départements de :

- linguistique • littérature • histoire • esthétique • ethnomusicologie • archéologie • sociologie urbaine • bibliographie analytique des sciences humaines au Rwanda • muséologie.

Pouvez-vous nous parler de votre conception de la recherche scientifique ?

A l'origine, l'Inrs était un organisme de recherche fondamentale, ce que j'estime indispensable. En effet, cette dernière permet de voir les problèmes en profondeur, de planifier certains programmes nationaux en connaissance de cause, et sur une longue période. Mais si importante qu'elle soit, la recherche fondamentale risquerait de nous faire oublier certaines de nos responsabilités, de nous isoler dans une tour d'ivoire, si elle ne tenait pas compte des réalités quotidiennes, telle que la nécessité dans laquelle nous nous trouvons de nourrir et d'héberger nos populations. C'est pour cela que j'estime que la recherche fondamentale doit être poursuivie et intensifiée autant que possible, mais tout en laissant une porte largement ouverte vers la recherche appliquée. Celle-ci permet de faire face aux problèmes aigus du moment, de concerter notre action en fonction des programmes gouvernementaux, et d'apporter une aide à ceux que préoccupent les problèmes de surpopulation, de nutrition, de répartition des terres, de réforme des institutions, etc. Recherche fondamentale, recherche appliquée, mais aussi vulgarisation. Faire de la recherche, c'est bien, mais il faut pouvoir la communiquer, et la communication de la recherche peut se faire à plusieurs niveaux. Le premier niveau est purement scientifique. Il s'adresse à un certain nombre d'intellectuels, de privilégiés, mais, si nous voulons vraiment que notre recherche ait un impact réel sur le développement du pays, il convient de l'exprimer, lorsque c'est possible, en un langage sus-

ceptible d'être perçu, d'être saisi par nos populations, afin que cette même recherche puisse nous aider à transformer les mentalités, à faire évoluer les individus. Voilà pourquoi, personnellement j'estime que notre recherche doit se mouvoir dans trois cadres différents, **cadre fondamental, cadre appliqué et cadre de vulgarisation.**

Ceci nous amène à une autre question. Le musée, qui est fort intéressant tant d'un point de vue historique que d'un point de vue de la description de la vie quotidienne des habitants du Rwanda, est situé au cœur de l'Inrs. Il semble faire partie de la recherche. Pouvez-vous nous expliquer comment vous concevez sa fonction, en prévoyez-vous un agrandissement, et qu'y ajouterez-vous ?

Le musée que vous avez visité est un musée essentiellement ethnographique. Il est situé au cœur de l'Institut, et nous lui assignons trois objectifs : pédagogique, touristique et scientifique.

Objectif pédagogique, parce que ce musée est situé au cœur même de la ville, Butare, où se trouvent réunis l'Université Nationale, l'Institut Pédagogique National, un vaste groupe scolaire, et le grand séminaire, pour ne citer que ces grands organismes autour desquels gravitent tout un ensemble d'établissements secondaires. Il peut donc aider tous ces instituts de formation, ainsi que les visiteurs rwandais qui viennent pour mieux connaître leur passé, quant à la manière d'entretenir les vestiges de ce passé et à se mettre au courant de ce qui se passe ailleurs, car nous essayons lentement d'inclure certains aspects culturels d'autres pays africains dans ce musée.

L'aspect touristique est évident. Les étrangers qui visitent le pays se font un plaisir de venir le voir, car il comporte des aspects descriptif, historique et actuel importants.

Pour l'aspect scientifique, on peut dire qu'il constitue une sorte d'archive. Nous avons envie de le développer. Des contacts ont été pris avec le gouvernement belge afin de l'agrandir par de nouveaux pavillons qui abriteraient les collections que vous voyez, auxquelles s'ajouteraient celles qui sont entreposées dans d'autres salles parce qu'elles ne peuvent pas trouver place dans le petit local que vous avez vu. Toutefois, je voudrais

que ce musée s'ouvre aussi sur les sciences naturelles en général, que l'on puisse y retrouver tout ce qui a rapport à la zoologie par exemple, aux animaux, aux oiseaux, aux insectes, pour qu'il puisse justement mieux remplir son rôle touristique, pédagogique et scientifique, surtout scientifique.

Les danses des « intore » que nous avons eu l'occasion de voir sont très belles, saisissantes même, et extrêmement différentes de celles de l'Afrique de l'Ouest. Elles sont chargées de tout un poids historique, ainsi que les tambours que nous avons entendus. Je pense qu'elles font partie intégrante également de votre conception de la recherche. Pourriez-vous nous en expliciter l'origine, ainsi que la fonction des différents genres ?

Les danses que vous avez vues et les tambours que vous avez entendus rentrent dans le cadre de la conception que nous avons pour le moment du musée. Je vous disais tout à l'heure que nous voudrions agrandir le musée quant aux bâtiments et quant au contenu. Nous estimons que le musée actuel, tel qu'il se présente, est essentiellement statique, et nous avons pensé que, pour mieux illustrer le passé, il fallait chercher à le montrer sous tous ses aspects, et spécialement sous ses aspects dynamiques. C'est pour cela que j'ai entrepris, depuis quelque temps, de monter une troupe de danseurs en même temps que je créais une batterie de tambours traditionnels. J'ai également lancé une formation de danseuses. Tout cela pour montrer ce que l'on ne peut apprécier que par le mouvement. Dans le même ordre d'idées, nous projetons de construire, sur la colline ici, un grand palais de type traditionnel, un enclos plus modeste de paysans, un enclos mikongo de l'est du pays, qui est différent des autres, et, dans ce complexe d'habitations traditionnelles, viendraient s'insérer les formes dynamiques de notre passé. Par exemple, la vannerie. Nos vannières pourraient travailler dans le coin qu'elles occupaient traditionnellement à l'intérieur des habitations. Le forgeron aurait la place qui lui était habituellement réservée, celui qui travaille le bois également, et, enfin, les danseurs. Nous aurions donc là une colline traditionnelle sur laquelle pourraient se retrouver, se regrouper, toutes les formes de notre vie passée.

Ce serait notre musée de plein air. Quant aux formes précises de morceaux de tambours, des danses et des chansons, chaque morceau de tambour a son histoire et ses caractéristiques. Il en est de même de toutes les danses que vous avez vues. Il en est de guerrières, il en est d'autres qui étaient surtout en vogue à la cour, il en est de populaires, mais tout cela fait actuellement l'objet d'études. Notre projet est d'imprimer des brochures ou des dépliants que pourraient se procurer nos visiteurs, ainsi que des études plus approfondies éventuellement sous forme d'articles.

Vous pourriez peut-être nous dire un mot du Département de linguistique.

Les travaux du Département de linguistique ne sont pas toujours bien compris, en particulier en ce qui concerne le dictionnaire (1). Le dictionnaire, qui a été conçu sous l'impulsion du Pr Coupez, est un dictionnaire de type fondamental. Il se pose beaucoup de problèmes, d'ordre linguistique, culturel, littéraire, qu'il faut traiter lentement. Le recrutement de linguistes rwandais est difficile. Le Pr Coupez a fait de son mieux, mais il a du mal à trouver des collaborateurs de niveau scientifique. Nous développons également la linguistique comparative, et le Pr Coupez, lui-même, travaille sur la grammaire rwandaise, et tout cela peut avoir un impact sur le développement. C'est une remarque qu'il convient de faire, parce qu'on nous fait souvent le reproche de nous consacrer dans ce domaine à la recherche fondamentale. Or, la recherche fondamentale n'est trop théorique que s'il n'y a pas d'application en vue. Nous nous consacrons à cette recherche fondamentale parce que nous savons que les instances gouvernementales sont prêtes à s'en servir, et à en tirer des applications. Les praticiens pourront tirer du dictionnaire fondamental ce qui est nécessaire à l'enseignement secondaire. En outre, le Département de linguistique travaille en étroite collaboration avec le département de littérature. Je m'attache en ce moment à la constitution d'un vocabulaire poétique. C'est une entreprise gigantesque.

**Propos recueillis par
Denyse de Saivre.**

(1) Cf. Recherche, Pédagogie et Culture, vol. VI, n° 35/36.

... du Sénégal

situation et avenir du théâtre africain

L'Institut Culturel Africain (Ica) a organisé du 20 juin au 20 juillet 1978 à Abidjan (Côte-d'Ivoire) un stage-séminaire interafricain de théâtre sur le thème suivant : « Le rôle du théâtre dans le développement culturel en Afrique ».

Ce stage-séminaire a regroupé une trentaine de participants venant des États suivants : Bénin, Empire centrafricain, Côte-d'Ivoire, Haute-Volta, Ile Maurice, Mauritanie, Rwanda, Sénégal, Togo, Mali, Zaïre.

L'Organisation Commune Africaine et Mauricienne (Ocam) avait, huit ans auparavant, du 4 novembre au 4 décembre 1971 organisé dans la même ville d'Abidjan, un stage-séminaire interafricain de théâtre.

Le Conseil exécutif de l'Institut, lors de sa troisième session ordinaire réunie à Libreville les 5 et 6 avril 1974 avait estimé que le stage organisé par l'Ocam « avait eu des résultats positifs et qu'il serait bénéfique de le reprendre, conformément aux vœux des stagiaires ».

C'est pourquoi, il avait fort opportunément et fort judicieusement demandé au Directeur général de l'Ica : « d'organiser un stage-séminaire interafricain de théâtre dans le but d'enrichir les techniques de nos jeunes troupes, d'équiper intellectuellement leur savoir-faire, de leur donner le sens critique nécessaire pour une orientation authentiquement africaine du théâtre en Afrique ».

OBJECTIFS VISÉS

Il s'agissait pour l'Ica, en organisant cette manifestation, avec la collaboration du ministère des Affaires culturelles de Côte-d'Ivoire, l'Agence de Coopération culturelle et technique et le ministère français de la Coopération, de réaliser les objectifs suivants :

- Permettre aux « hommes de théâtre » de se rencontrer, de s'enrichir mutuellement de leurs expériences respectives, au niveau individuel et au niveau de leur pays, et de créer ainsi une véritable chaîne de solidarité entre professionnels du théâtre.
- Susciter la réflexion, la recherche, les débats, sur le thème même du stage-séminaire « Le rôle du théâtre dans le développement culturel en Afrique ». La rencontre d'Abidjan

devait également permettre aux participants, comme devait le souligner M. Basile Kossou, directeur général de l'Ica, de s'interroger, dans une réflexion collective et féconde, sur « l'évolution du théâtre africain, notamment selon la mesure de sa contribution spécifique au devenir collectif de la cité et de la communauté nationale africaine qui est sa vocation ».

- Permettre aux participants d'acquérir des informations d'ordre technique concernant notamment la régie, la maintenance, le lieu théâtral, les infrastructures, les équipements, etc.

ENSEIGNEMENTS

Les enseignements que l'on peut tirer du stage-séminaire d'Abidjan sont, à n'en pas douter, d'une richesse considérable. En voici les principaux aspects :

- Le développement optimal du théâtre africain nécessite la rencontre et les échanges réguliers entre hommes de théâtre. Ces échanges et ces rencontres sont en effet très fructueux pour la création, la stimulation et le renouvellement.
- Le théâtre africain, s'il se veut résolument authentique, doit répondre aux aspirations réelles du public africain en épousant ses « modes de représentation traditionnels ».
- Il ne saurait se développer de manière satisfaisante sans l'aide accrue de nos États, mécènes privilégiés de notre développement culturel.
- Il doit pour répondre réellement aux aspirations des communautés africaines être un **théâtre populaire**.
- Dans la perspective du développement du théâtre africain, l'utilité du théâtre radiophonique ne saurait être niée. Le théâtre radiophonique constitue au contraire un « enzyme » d'inspiration et de création.
- La promotion du théâtre est indissociable de la **liberté de création**, d'où la nécessité de créer et de garantir les conditions de cette liberté de création, de doter les hommes de théâtre d'un statut sûr, décent et reconnu, les mettant à l'abri de l'insécurité et de la vulnérabilité préjudiciables à l'expression et à l'épanouissement de leurs potentialités créatrices.
- En matière de théâtre, il est utile d'encourager, d'aider et de soutenir l'amateurisme, prélude à l'éclosion de talents confirmés. A cet égard, les po-

litiques culturelles nationales africaines pourraient judicieusement en tenir compte.

- Le théâtre suppose aussi, et surtout peut-être, la **formation des hommes**, une formation appropriée, rigoureuse, qui leur donne la maîtrise de leur art.
- Le concours des mass media constitue un élément précieux : revues, presse, radio, télévision, cinéma ; ils constituent en effet de véritables « accélérateurs culturels » dont l'effet ne peut qu'être bénéfique pour le théâtre.
- Le théâtre suppose également un ensemble de techniques liées à l'équipement et à la maintenance du lieu théâtral, techniques qu'il s'agit de maîtriser pour une meilleure efficacité : les hommes de théâtre aujourd'hui en Afrique ne sauraient ignorer les apports prodigieux de la technologie nouvelle à l'art théâtral. Il ne s'agit pas pour autant d'oublier les techniques traditionnelles.
- La **création**, la **représentation** et la **réalisation** sont consubstantielles au théâtre : il s'agit en effet d'en ménager les conditions partout où elles se situent. Le développement de l'art théâtral se fera également à ce prix.

CONCLUSIONS

Le théâtre, et en Afrique singulièrement, **c'est la vie même**. Il s'agit là d'un art total, éminemment révélateur de la vie et du patrimoine culturel africain. C'est pourquoi dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques culturelles africaines, il doit avoir une place privilégiée et bénéficier d'une aide judicieuse, tant au niveau des infrastructures qu'au niveau des hommes.

Par-delà les différentes expériences nationales et par-delà la diaspora noire, le théâtre constitue un révélateur de la permanence des traits culturels négro-africains, donc des « noyaux durs » de notre identité culturelle.

Le développement et la promotion du théâtre négro-africain seront l'œuvre conjugée des hommes, des institutions, de la solidarité et de la fraternité interafricaines et internationales pour l'avènement d'un nouvel ordre économique et culturel plus juste, plus humain, plus équitable.

Babacar Ba

*Directeur du Département
de la Culture à l'Ica.*